



APPEL À LA GRÈVE

Montreuil, le 13 octobre 2022

EN GRÈVE !

Toutes les entreprises sont touchées par les problématiques d'emploi, du niveau des salaires et les attaques sur les droits en général.

Des luttes s'organisent dans de nombreux secteurs d'activité. La SNCF n'échappe pas à cette réalité.

La pression monte partout, entre gavage des actionnaires des grands groupes, faiblesse des salaires, explosion du coût de la vie, la colère s'exprime dans les entreprises.

La mobilisation exemplaire pour des augmentations de salaires dans les raffineries depuis près de trois semaines fait écho aux nombreuses luttes sur le sujet dans les entreprises, à l'instar de la SNCF. Nous étions plus d'un million de grévistes le 29 septembre dernier dans le cadre de la journée de grève interprofessionnelle.

Colère et inquiétude sont réelles. Aux difficultés à payer son loyer, à remplir son chariot, à régler ses factures, se mêle le contexte international et ses répercussions.

Parallèlement à ce contexte tendu, les annonces de versement de dividendes colossaux aux actionnaires (près de 57 milliards au premier semestre 2022), de profits exubérants réalisés par le seul travail des salariés (plus de 160 milliards pour les entreprises du CAC 40 en 2021), sont insupportables pour toutes celles et ceux qui n'ont plus assez pour vivre.

Malgré des inégalités flagrantes et des injustices de plus en plus importantes dues à la politique régressive du Gouvernement, celui-ci compte poursuivre son projet de casse sociale.

Le Gouvernement poursuit la mise en œuvre de son projet de casse sociale, avec comme objectif idéologique la réforme des retraites. La fin des régimes spéciaux est programmée dans le projet gouvernemental. Nous avons toutes et tous le devoir d'agir pour combattre toutes les tentatives d'allongement de la durée de cotisation ou du report de l'âge de la retraite.

Sentant que la grogne monte, il prépare d'ores et déjà les esprits pour tenter d'éteindre les mobilisations en usant du bâton.

Les dernières annonces concernant les réquisitions dans les raffineries sont une attaque frontale contre l'exercice du droit de grève et participent de l'instauration de la peur dans le corps social. Cette décision est scandaleuse ! Nous devons aussi agir pour préserver ce droit.



À la SNCF

Les nombreuses actions locales dans différentes filières ont poussé à ce que la direction organise un rendez-vous salarial le 06 juillet dernier.

L'ensemble des organisations syndicales engagées dans la grève ce jour-là a pointé l'insuffisance des mesures annoncées.

La CGT exige qu'une négociation s'ouvre rapidement pour obtenir des augmentations générales des salaires.

Les prix des produits alimentaires flambent, les loyers explosent. Il devient de plus en plus difficile pour les cheminots, comme pour les autres salariés, de joindre les deux bouts.

Cumulée à cette réalité, la situation de l'emploi est critique dans tous les métiers, les cheminots n'ont plus les moyens de travailler correctement, en toute sécurité. Sur ce sujet aussi, des luttes locales s'organisent pour obtenir des embauches dans l'ensemble des services pour au moins couvrir la charge de travail.

La CGT exige l'ouverture de négociations sur l'emploi le plus rapidement possible au plus près des chantiers, afin de couvrir les charges de travail.

La CGT dénonce la politique menée à la SNCF sur fond d'ouverture à la concurrence, que nous continuons de combattre.

En effet, baisse des effectifs, instauration de la polyvalence dans les métiers, réorganisations permanentes exacerbent un climat de colère qui incite de plus en plus de cheminots à démissionner de l'entreprise.

La CGT considère que nous devons maintenir les compétences au sein de notre entreprise publique. Le Gouvernement et la direction doivent prendre toutes les mesures pour redonner aux cheminots les moyens nécessaires à l'exercice de leur métier.

Au regard de ce contexte, des revendications qui sont pour l'heure insatisfaites concernant notamment l'emploi, les salaires, les moyens pour bien travailler, les conditions de travail, la Fédération CGT appelle les cheminotes et cheminots à agir par la grève le 18 octobre prochain, ainsi qu'à participer massivement aux manifestations en territoires ce jour-là.

Les cheminotes et cheminots sont appelés à agir sur le préavis de grève : PRV 19120401901X.

